



Démarche : Demande d'agrément administratif pour une entreprise d'assurance dont le siège social est situé hors de la Polynésie française et dont l'autorité de contrôle est en partenariat avec la Polynésie française

Organisme : Direction générale des affaires économiques

## Identité du demandeur

Email	<input type="text"/>
Civilité	<input type="text"/>
Nom	<input type="text"/>
Prénom	<input type="text"/>

## Formulaire

**Protection des données personnelles – Informations**  
Vos données personnelles, collectées via ce formulaire sur la plateforme « Mes-Démarches.gov.pf », font l'objet d'un traitement par la Direction Générale des Affaires Économiques (DGAE). La fourniture des données marquées d'un astérisque est obligatoire, à défaut votre dossier ne pourra être traité.

**Finalité du traitement**  
Ce traitement a pour finalité l'attribution d'un agrément administratif pour une entreprise d'assurance dont le siège social est situé hors de la Polynésie française et dont l'autorité de contrôle a un partenariat avec la Polynésie française.

**Base légale**  
Le traitement est fondé sur la mission d'intérêt public de la DGAE, en matière économique. Il s'inscrit dans le cadre de la mise en œuvre des articles LP 321-1 et LP 310-2, 2° et 3° du [Code des assurances](https://lexpol.cloud.pf/LexpolAfficheTexte.php?texte=581567) applicable en Polynésie française.

**Durée de conservation des données**  
Les données sont conservées dans l'application « Mes-Démarches » pendant 12 mois. Elles sont conservées à la DGAE pendant toute la durée de l'activité puis 6 ans après la cessation d'activité.

**Destinataires des données**  
Les données sont à destination du « Bureau des Protection des Acteurs économiques » de la DGAE, conformément à l'arrêté n° 1036 CM du 21 juillet 2011 modifié, portant création, organisation et fonctionnement du service administratif dénommé « Direction Générale des Affaires Économiques ».

**Vos droits sur vos données**  
Vous disposez, après justification de votre identité, des droits d'accès, de rectification et du droit à la limitation de vos données. Sous certaines conditions, vous disposez du droit de vous opposer à leur traitement, ou d'en demander la suppression. Vous pouvez exercer vos droits en vous adressant à :  
Direction Générale des Affaires Économiques  
BP 82 – 98 713 Papeete – TAHITI  
Tél. : (689) 40 50 97 97 –  
Fax : (689) 40 50 97 79  
Courriel : [secretariat.dgae@administration.gov.pf](mailto:secretariat.dgae@administration.gov.pf)

Vous pouvez exercer vos droits en complétant [ce formulaire](https://api.dastr.eu/v1/client/data-subject-request/page?id=1192&key=9C2yjQRSM2IGliz14I0r746ZKnGsHjLcEba2YV99Exj). Vous pouvez également exercer vos droits par courrier postal : Déléguée à la Protection des Données, Direction du Système d'Information, BP 4574 – 98713 Papeete - TAHITI.

Si vous estimez, après nous avoir contactés, que vos droits sur vos données ne sont pas respectés, vous pouvez adresser une réclamation à la CNIL.

## Immatriculation de l'entreprise (siège social)

### Raison sociale

Veillez indiquer la dénomination sociale ou nom professionnel du siège social de votre entreprise

### Pièce justificative à joindre en complément du dossier

Justificatif d'immatriculation

Justificatif d'immatriculation avec traduction en français.

## Adresse du siège social de l'entreprise

### Adresse du siège social de l'entreprise

Veillez indiquer l'adresse postale du siège social de votre entreprise avec le code postal et la ville

### Etat (pays) du siège social de l'entreprise

Veillez saisir l'Etat (Pays) du siège social de l'entreprise

### Mail du siège social de l'entreprise

Adresse mail du siège social de l'entreprise

## Précisions sur le représentant légal du siège social

Civilité du représentant légal du siège social (maison mère)

### Civilité du représentant légal du siège social

Civilité du représentant légal du siège social (maison mère)

Mme

M.

### Prénom du représentant légal du siège social

Prénom du représentant légal du siège social (maison mère)

### Nom du représentant légal du siège social

Nom du représentant légal du siège social (maison mère)

### Pièce justificative à joindre en complément du dossier

Lettre autorisation agrément signée par un représentant légal

Joindre une attestation signée du représentant légal de la personne morale formulant la demande d'agrément en Polynésie française

## Déclaration du programme d'activité envisagée

### Branches

Choisir les différentes branches d'activité envisagée.  
Plusieurs choix sont possibles.

Cochez la mention applicable, plusieurs valeurs possibles

- 1. Accidents
- 2. Maladie
- 3. Corps de véhicules terrestres
- 4. Corps de véhicules ferroviaires
- 5. Corps de véhicules aériens
- 6. Corps de véhicules maritimes, lacustres, fluviaux
- 7. Marchandises transportées
- 8. Incendie et éléments naturels
- 9. Autres dommages aux biens
- 10. Responsabilité civile véhicules terrestres automoteurs
- 11. Responsabilité civile véhicules aériens
- 12. Responsabilité civile véhicules maritimes, lacustres et fluviaux
- 13. Responsabilité civile générale
- 14. Crédit
- 15. Caution
- 16. Pertes pécuniaires diverses
- 17. Protection juridique
- 18. Assistance
- 20. Vie-Décès
- 21. Nuptialité-Natalité
- 22. Assurances liées à des fonds d'investissement
- 23. Capitalisation

### Pièce justificative à joindre en complément du dossier

- Déclaration du programme d'activité envisagée

Il vous est demandé une déclaration, datée et signée par un représentant légal, de l'activité envisagée suivant le modèle joint.

### Précisions sur le demandeur

Etes-vous le représentant légal de l'entreprise (siège social) ou le mandataire général ?

Cochez la mention applicable

- Oui

# Demande d'agrément administratif pour une entreprise d'assurance dont le siège social est situé

## Fonctions du demandeur

Quelle est votre fonction dans l'entreprise ?

## Succursale en Polynésie française ?

### Localisation

Avez-vous ou souhaitez-vous implanter une succursale en Polynésie française ?

Une succursale est un établissement permanent distinct du siège social d'une entreprise d'assurance, dirigé par un mandataire général, doté par l'entreprise concernée de pouvoirs suffisants pour engager celle-ci à l'égard des tiers et pour la représenter vis-à-vis des autorités et juridictions (Article DEL 333-1 du code des assurances).

Cochez la mention applicable

Oui

Non

### Pièce justificative à joindre en complément du dossier

Pièce justificative d'implantation en Polynésie française

Justificatif de moins de 3 mois attestant que l'organisme possède une succursale en Polynésie française, pour ses opérations sur ce territoire, où elle a fait élection de domicile. (exemple : Bail, facture EDT, Récépissé de déclaration CCISM, ... de moins de 3 mois).

### Numéro TAHITI

Numéro TAHITI

Dénomination

Forme juridique

### Numéro RCS

Numéro au Registre du Commerce et des Sociétés.

## Coordonnées de votre succursale implantée en Polynésie française

### Boîte Postale succursale

Boîte postale de la succursale implantée en Polynésie française

### Commune de Polynésie de la Boîte postale de la succursale

Commune de la boîte postale de la succursale de l'entreprise située en Polynésie française

### Adresse géographique de la succursale en Polynésie française

Adresse géographique de la succursale en Polynésie française

### Commune de Polynésie de l'adresse géographique de la succursale

Commune de l'adresse géographique de la succursale de l'entreprise située en Polynésie française

Demande d'agrément administratif pour une entreprise d'assurance dont le siège social est situé

**Téléphone de la succursale en Polynésie française**

Donnez le numéro de téléphone où vous êtes le plus facilement joignable entre 7h30 et 15h30 en Polynésie française (exemple : 8X.77.77.77 / 40.50.97.97).

Ce numéro sera uniquement utilisé dans le cadre du traitement de ce dossier.

**Adresse électronique de votre succursale en Polynésie française**

**RENSEIGNEMENTS SUR LE MANDATAIRE GENERAL**

**Précisions mandataire général**

Le mandataire général est-il une personne physique ou une personne morale ?

Cochez la mention applicable, une seule valeur possible

Personne physique

Personne morale

**Précisions mandataire type personne physique (PP)**

Le mandataire est-il une personne physique ou une personne morale ?

**Civilité mandataire général (PP)**

Civilité mandataire général personne physique

Mme

M.

**Prénom du mandataire général (PP)**

Prénom du mandataire général personne physique dans l'ordre de l'état civil.

**Nom du mandataire général (PP)**

Nom du mandataire général personne physique (en MAJUSCULES)

**Pièce justificative à joindre en complément du dossier**

Pièce d'identité du mandataire général personne physique

**Pièce justificative à joindre en complément du dossier**

Résidence mandataire général (PP)

Joindre un justificatif de résidence de moins de 3 mois pour le mandataire général personne physique en Polynésie française.

**Téléphone professionnel du mandataire général (PP)**

Téléphone professionnel du mandataire général (personne physique)

# Demande d'agrément administratif pour une entreprise d'assurance dont le siège social est situé

## Adresse électronique du mandataire général (PP)

Adresse électronique du mandataire général (personne physique)

## Pièce justificative à joindre en complément du dossier

### CV du mandataire du mandataire général (PP)

Curriculum Vitae en français, actualisé, date et signé par la personne concernée, indiquant notamment de façon détaillée les formations suivies, les diplômes obtenus et pour chacune des fonctions exercées au cours des 10 dernières années en France ou à l'Étranger, le nom ou la dénomination sociale de l'employeur ou de l'entreprise concernée, les responsabilités effectivement exercées, les résultats obtenus en termes de développement de l'activité et de rentabilité.

## Pièce justificative à joindre en complément du dossier

### Déclaration de non condamnation du mandataire général (PP)

- Joindre la déclaration de non condamnation relative aux I et II de l'article LP 331-3 pour le mandataire général personne physique,

ET

- Pour les personnes ressortissantes d'un État (pays) étranger y compris faisant partie de l'Espace Économique Européen, joindre un document équivalent au bulletin n° 3 du casier judiciaire délivré par une autorité administrative ou judiciaire compétente de cet État (pays) traduit en français,

ET

- Lorsqu'elles sont ressortissantes d'un État (pays) qui n'est pas partie à l'accord sur l'Espace Économique Européen, joindre les documents attestant de la régularité de leur situation sur le territoire français,

ET

- Pour les personnes ne résidant pas en France depuis trois ans au moins, une attestation tenant lieu d'extrait de casier judiciaire, émanant de l'autorité compétente de l'État (pays) où le déclarant réside et comportant la désignation de l'autorité signataire et de l'État (pays) concerné.

## Pièce justificative à joindre en complément du dossier

### Capacité professionnelle du mandataire général (PP)

Joindre un justificatif de capacité professionnelle (comme un livret de stage professionnel, une attestation d'expérience professionnelle, une copie des diplômes)

Voir LP 512-5 et A 512-9 du code des assurances polynésien sur lexpol.

## Précisions mandataire type personne morale (PM)

Le mandataire est-il une personne physique ou une personne morale ?

## Pièce justificative à joindre en complément du dossier

### Statuts de la personne morale désignée mandataire général

## Pièce justificative à joindre en complément du dossier

### Justificatif d'immatriculation de la personne morale désignée mandataire général

Joindre un justificatif d'immatriculation (ou en cours d'immatriculation) de moins de 3 mois en Polynésie française.

## Pièce justificative à joindre en complément du dossier

### Capacité professionnelle du mandataire général (PM)

Joindre un justificatif de capacité professionnelle comme un livret de stage professionnel, une attestation d'expérience professionnelle, la copie des diplômes..

Voir LP 512-5 et A 512-9 du code des assurances polynésien sur lexpol.

## Civilité du représentant légal de la personne morale désignée mandataire général (PM)

### Mme

# Demande d'agrément administratif pour une entreprise d'assurance dont le siège social est situé

## Prénom du représentant légal de la personne morale désignée mandataire général (PM)

## Nom du représentant légal de la personne morale désignée mandataire général (PM)

(En MAJUSCULES).

## Téléphone professionnel du représentant légal de la personne morale désignée mandataire général (PM)

## Adresse mail du représentant légal de la personne morale désignée mandataire général (PM)

### Pièce justificative à joindre en complément du dossier

Pièce d'identité du représentant légal de la personne morale désignée mandataire général (PM)

### Pièce justificative à joindre en complément du dossier

CV du représentant légal de la personne morale désignée mandataire général (PM)

Curriculum Vitae en français, actualisé, date et signé par la personne concernée, indiquant notamment de façon détaillée les formations suivies, les diplômes obtenus et pour chacune des fonctions exercées au cours des 10 dernières années en France ou à l'Etranger, le nom ou la dénomination sociale de l'employeur ou de l'entreprise concernée, les responsabilités effectivement exercées, les résultats obtenus en termes de développement de l'activité et de rentabilité.

### Pièce justificative à joindre en complément du dossier

Déclaration de non condamnation du représentant légal de la personne morale désignée mandataire général (PM)

- Joindre la déclaration de non condamnation relative aux I et II de l'article LP 331-3 pour le mandataire général personne physique,

ET

- Pour les personnes ressortissantes d'un Etat (pays) étranger y compris faisant partie de l'Espace Économique Européen, joindre un document équivalent au bulletin n° 3 du casier judiciaire délivré par une autorité administrative ou judiciaire compétente de cet Etat (pays) traduit en français,

ET

- Lorsqu'elles sont ressortissantes d'un Etat (pays) qui n'est pas partie à l'accord sur l'Espace Économique Européen, joindre les documents attestant de la régularité de leur situation sur le territoire français,

ET

- Pour les personnes ne résidant pas en France depuis trois ans au moins, une attestation tenant lieu d'extrait de casier judiciaire, émanant de l'autorité compétente de l'Etat (pays) où le déclarant réside et comportant la désignation de l'autorité signataire et de l'Etat (pays) concerné.

### Autres représentants légaux de la personne morale désignée mandataire général ?

Cochez la mention applicable

Oui

Non

## Autres représentants légaux de la personne morale désignée mandataire général

### Autres représentants légaux de la personne morale désignée mandataire général

#### Civilité du représentant légal de la personne morale désignée mandataire général

Mme

M.

# Demande d'agrément administratif pour une entreprise d'assurance dont le siège social est situé

**Prénom du représentant légal de la personne morale désignée mandataire général**

**Nom du représentant légal de la personne morale désignée mandataire général**

**Adresse mail du représentant légal de la personne morale désignée mandataire général**

**Téléphone du représentant légal de la personne morale désignée mandataire général**

**Pièce justificative à joindre en complément du dossier**

Pièce d'identité du représentant légal de la personne morale désignée mandataire général

**Pièce justificative à joindre en complément du dossier**

CV du représentant légal de la personne morale désignée mandataire général

Curriculum Vitae en français, actualisé, date et signé par la personne concernée, indiquant notamment de façon détaillée les formations suivies, les diplômes obtenus et pour chacune des fonctions exercées au cours des 10 dernières années en France ou à l'Étranger, le nom ou la dénomination sociale de l'employeur ou de l'entreprise concernée, les responsabilités effectivement exercées, les résultats obtenus en termes de développement de l'activité et de rentabilité.

**Pièce justificative à joindre en complément du dossier**

Déclaration de non condamnation du représentant légal de la personne morale désignée mandataire général

- Joindre la déclaration de non condamnation relative aux I et II de l'article LP 331-3 pour le mandataire général personne physique,

ET

- Pour les personnes ressortissantes d'un État (pays) étranger y compris faisant partie de l'Espace Économique Européen, joindre un document équivalent au bulletin n° 3 du casier judiciaire délivré par une autorité administrative ou judiciaire compétente de cet État (pays) traduit en français,

ET

- Lorsqu'elles sont ressortissantes d'un État (pays) qui n'est pas partie à l'accord sur l'Espace Économique Européen, joindre les documents attestant de la régularité de leur situation sur le territoire français,

ET

- Pour les personnes ne résidant pas en France depuis trois ans au moins, une attestation tenant lieu d'extrait de casier judiciaire, émanant de l'autorité compétente de l'État (pays) où le déclarant réside et comportant la désignation de l'autorité signataire et de l'État (pays) concerné.

**Civilité du représentant légal de la personne morale désignée mandataire général**

Mme

M.

**Prénom du représentant légal de la personne morale désignée mandataire général**

**Nom du représentant légal de la personne morale désignée mandataire général**

**Adresse mail du représentant légal de la personne morale désignée mandataire général**

**Demande d'agrément administratif pour une entreprise d'assurance dont le siège social est situé**  
**Téléphone du représentant légal de la personne morale désignée mandataire général**

**Pièce justificative à joindre en complément du dossier**

Pièce d'identité du représentant légal de la personne morale désignée mandataire général

**Pièce justificative à joindre en complément du dossier**

CV du représentant légal de la personne morale désignée mandataire général

Curriculum Vitae en français, actualisé, date et signé par la personne concernée, indiquant notamment de façon détaillée les formations suivies, les diplômes obtenus et pour chacune des fonctions exercées au cours des 10 dernières années en France ou à l'Etranger, le nom ou la dénomination sociale de l'employeur ou de l'entreprise concernée, les responsabilités effectivement exercées, les résultats obtenus en termes de développement de l'activité et de rentabilité.

**Pièce justificative à joindre en complément du dossier**

Déclaration de non condamnation du représentant légal de la personne morale désignée mandataire général

- Joindre la déclaration de non condamnation relative aux I et II de l'article LP 331-3 pour le mandataire général personne physique,

ET

- Pour les personnes ressortissantes d'un Etat (pays) étranger y compris faisant partie de l'Espace Économique Européen, joindre un document équivalent au bulletin n° 3 du casier judiciaire délivré par une autorité administrative ou judiciaire compétente de cet Etat (pays) traduit en français,

ET

- Lorsqu'elles sont ressortissantes d'un Etat (pays) qui n'est pas partie à l'accord sur l'Espace Économique Européen, joindre les documents attestant de la régularité de leur situation sur le territoire français,

ET

- Pour les personnes ne résidant pas en France depuis trois ans au moins, une attestation tenant lieu d'extrait de casier judiciaire, émanant de l'autorité compétente de l'Etat (pays) où le déclarant réside et comportant la désignation de l'autorité signataire et de l'Etat (pays) concerné.

**Civilité du représentant légal de la personne morale désignée mandataire général**

Mme

M.

**Prénom du représentant légal de la personne morale désignée mandataire général**

**Nom du représentant légal de la personne morale désignée mandataire général**

**Adresse mail du représentant légal de la personne morale désignée mandataire général**

**Téléphone du représentant légal de la personne morale désignée mandataire général**

**Pièce justificative à joindre en complément du dossier**

Pièce d'identité du représentant légal de la personne morale désignée mandataire général

**Pièce justificative à joindre en complément du dossier**

CV du représentant légal de la personne morale désignée mandataire général

Curriculum Vitae en français, actualisé, date et signé par la personne concernée, indiquant notamment de façon détaillée les formations suivies, les diplômes obtenus et pour chacune des fonctions exercées au cours des 10 dernières années en France ou à l'Etranger, le nom ou la dénomination sociale de l'employeur ou de l'entreprise concernée, les responsabilités effectivement exercées, les résultats obtenus en termes de développement de l'activité et de rentabilité.

# Demande d'agrément administratif pour une entreprise d'assurance dont le siège social est situé

## Pièce justificative à joindre en complément du dossier

Déclaration de non condamnation du représentant légal de la personne morale désignée mandataire général

- Joindre la déclaration de non condamnation relative aux I et II de l'article LP 331-3 pour le mandataire général personne physique,

ET

- Pour les personnes ressortissantes d'un Etat (pays) étranger y compris faisant partie de l'Espace Économique Européen, joindre un document équivalent au bulletin n° 3 du casier judiciaire délivré par une autorité administrative ou judiciaire compétente de cet Etat (pays) traduit en français,

ET

- Lorsqu'elles sont ressortissantes d'un Etat (pays) qui n'est pas partie à l'accord sur l'Espace Économique Européen, joindre les documents attestant de la régularité de leur situation sur le territoire français,

ET

- Pour les personnes ne résidant pas en France depuis trois ans au moins, une attestation tenant lieu d'extrait de casier judiciaire, émanant de l'autorité compétente de l'Etat (pays) où le déclarant réside et comportant la désignation de l'autorité signataire et de l'Etat (pays) concerné.

## Renseignements complémentaires

Justificatifs Statuts

## Pièce justificative à joindre en complément du dossier

Organisation administrative de votre succursale

Joindre une description de l'organisation administrative et commerciale et des moyens en personnel et en matériel dont dispose votre succursale en Polynésie française

## Pièce justificative à joindre en complément du dossier

Formulaire de nomination ou de renouvellement du mandataire général

Télécharger et remplir le modèle ci-joint.

Ce document doit être daté et signé par le mandataire général ainsi que par un dirigeant de l'entreprise.

## Pièce justificative à joindre en complément du dossier

Document de nomination du mandataire général

Joindre un document indiquant la personne physique ou morale ayant la qualité de mandataire général ainsi que le nom de son représentant (par exemple : un extrait du procès-verbal de l'organe social ayant procédé à la nomination).

## Pièce justificative à joindre en complément du dossier

Moyens mis en oeuvre pour les opérations envisagées

Joindre un dossier décrivant les moyens mis en oeuvre par l'organisme pour les opérations qu'il envisage de souscrire.

## Risques de la Branche 17 (protection juridique) Art A 331-1 ?

Votre entreprise/succursale se propose-t-elle de couvrir les risques définis à la branche 17 (protection juridique) de l'article A 323-1 ?

Cochez la mention applicable, une seule valeur possible

1. Oui

2. Non

## Modalités de gestion pour la branche 17 (Protection juridique)

Toute entreprise d'assurance doit, lorsqu'elle sollicite un agrément pour la branche 17 (protection juridique) conformément aux dispositions de l'article LP. 321-1, indiquer, lors de sa demande d'agrément, la modalité de gestion adoptée, parmi celles qui sont énoncées à l'article LP. 331-5.

Cochez la mention applicable, une seule valeur possible

## Demande d'agrément administratif pour une entreprise d'assurance dont le siège social est situé

- 2. Gestion externalisée confiée à une entité juridiquement distincte.
- 3. Reconnaissance explicite du droit de l'assuré à choisir son avocat.

### Pièce justificative à joindre en complément du dossier

- Gestion externalisée pour la branche 17 (Protection juridique)

Joindre les statuts de l'entité juridiquement distincte.

### Engagement pour la branche 17 (Protection juridique) : "J'atteste que les membres de son personnel chargés de la gestion des sinistres ou des conseils juridiques relatifs à cette gestion n'exercent pas la même activité pour le compte de l'autre entreprise et que ses dirigeants ne sont pas aussi des dirigeants de l'autre entreprise."

Si cette entreprise juridiquement distincte a des liens de la nature de ceux qui sont définis à l'article LP. 322-6 avec une autre entreprise qui pratique l'assurance d'une ou plusieurs autres branches mentionnées à l'article DEL. 321-1, l'entreprise qui sollicite l'agrément doit s'assurer et, en outre, attester :

1° Que les membres de son personnel chargés de la gestion des sinistres ou des conseils juridiques relatifs à cette gestion n'exercent pas la même activité pour le compte de l'autre entreprise ;

2° Que ses dirigeants ne sont pas aussi des dirigeants de l'autre entreprise.

Cochez la mention applicable

- Oui
- Non

### Risques de la Branche 18 (Assistance) Art A 331-1 ?

Votre entreprise/succursale se propose-t-elle de couvrir les risques définis à la branche 18 (Assistance) de l'article A 323-1 ?

Cochez la mention applicable, une seule valeur possible

- 1. Oui
- 2. Non

### Pièce justificative à joindre en complément du dossier

- Pièce justificative pour la branche 18 (Assistance)

Joindre un dossier décrivant les moyens en personnels et matériels dont dispose l'organisme par lui-même ou par personne interposée pour faire face à ses engagements.

## ENGAGEMENT

### En cochant cette case, vous attestez de l'exactitude des informations et justificatifs fournis.

En cochant cette case, vous attestez de l'exactitude des informations et justificatifs fournis.

Cochez la mention applicable

- Oui
- Non